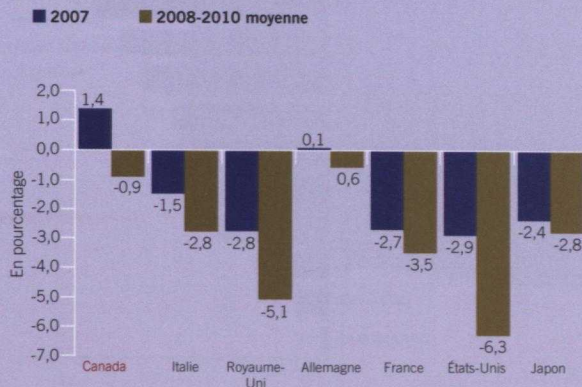


...Malgré le fait qu'il affiche un déficit global, le Canada sera en bien meilleure position que la plupart des pays du G7 en ce qui a trait aux finances publiques.



SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU G7, 2007-2010 (POURCENTAGE DU PIB, SUR LA BASE DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE)

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 84, décembre 2008.

de 2,1 pour cent au cours des cinq prochaines années, ce qui est largement dans les limites de l'objectif de contrôle de l'inflation du Canada qui se situe entre un et trois pour cent. De plus, fait rassurant pour les investisseurs étrangers, le Canada maintient sa cote de crédit internationale AAA depuis 2002.

À l'instar des autres économies ouvertes, le Canada n'est pas immunisé contre la pression vers le bas causée par la tourmente actuelle qui frappe les marchés financiers. Toutefois, comme le pays a pris les mesures appropriées pour consolider ses finances publiques, il possède maintenant la force et la souplesse nécessaires pour réagir en temps opportun au moyen d'une politique de relance budgétaire, ce qu'il peut faire sans compromettre son budget ni ses objectifs d'inflation.

UN SECTEUR FINANCIER ET COMMERCIAL ROBUSTE

Le système bancaire du Canada est le plus sain du monde. Les entreprises canadiennes, qui ont déjà un bilan solide, récoltent le fruit de cette stabilité financière.

Même si la crise économique mondiale s'aggrave, les institutions financières canadiennes demeureront vigoureuses. D'après le Rapport sur la compétitivité globale 2008-2009 du Forum économique mondial, le Canada possède le système bancaire le plus sain du monde. Les investisseurs étrangers devraient noter qu'avec un ratio actifs/fonds propres moyen de seulement 18, les banques canadiennes ont un ratio de levier financier beaucoup moins élevé que les banques d'affaires américaines (qui ont un ratio actifs/fonds propres moyen de 25), les banques européennes (30) et les principales banques mondiales (40).

Tandis que leurs homologues s'efforcent de réduire leur ratio de levier financier, les banques canadiennes sont en mesure d'augmenter légèrement les prêts. Il n'est pas surprenant que certains des pays les plus touchés par la crise, comme les États-Unis et l'Irlande, se tournent vers le Canada pour obtenir des conseils sur la façon de reconstruire leurs systèmes financiers en difficulté.

Les banques canadiennes peuvent également emprunter à des taux inférieurs à ceux de nombreuses institutions étrangères. En outre, depuis le début de la crise, la Banque du Canada a abaissé considérablement le taux de financement à un jour. Cette souplesse financière donne à l'économie canadienne un avantage concurrentiel. Tandis que les États-Unis et plusieurs pays d'Europe ont récupéré le crédit destiné aux investissements commerciaux, les entreprises établies au Canada ne subissent pas de restrictions inhabituelles à cet égard.

À l'instar des banques canadiennes, le secteur des entreprises au Canada est prêt à relever les défis économiques qui se profilent à l'horizon. Les marges de profit des sociétés canadiennes (ratio du bénéfice d'exploitation divisé par les produits d'exploitation) demeurent élevées par rapport aux normes historiques. Les niveaux de rentabilité élevés ont permis aux entreprises canadiennes de renforcer leurs bilans, ce qui a donné lieu aux ratios capitaux d'emprunts/capitaux propres les plus bas jamais atteints. Les entreprises nationales et étrangères établies au pays peuvent s'attendre à tirer parti de la dépréciation du dollar canadien, qui générera une demande accrue de produits et services canadiens.

« Le Canada est en meilleure position que bien des pays pour réchapper à la tourmente financière et à la récession mondiale. Sa résistance peut être attribuée à trois facteurs : Tout d'abord, le Canada a une feuille de route reposant sur une saine gestion des politiques macro-économiques qui a placé le pays en bonne position au début de la tourmente mondiale... Deuxièmement, les autorités sont intervenues de manière proactive en réponse à la crise... Troisièmement, l'accent a été mis sur la stabilité financière. »

Charles Kramer,
 Chef de division,
 Département de l'hémisphère
 occidental,
 Fonds monétaire international